



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 25 – 25 juin 2021

En bref

Régional : la CEDEAO se fixe pour objectif le lancement de l'ECO à l'horizon 2027.

Nigéria : la subvention des carburants représenterait un coût de 341 MUSD par mois ; le coût du conflit dans le nord-est s'élèverait à 27,8 Mds USD ; Arla & FrieslandCampina annoncent de nouveaux investissements dans le secteur du lait ; Lagos, classé premier écosystème startup du continent.

Ghana : Fitch a dégradé la perspective de la note souveraine du Ghana de « stable » à « négative » ; la Banque centrale a lancé un programme d'acquisition d'or pour renforcer ses réserves de change.

LE CHIFFRE À RETENIR

3% DU PIB

C'est ce qu'ont consacré en moyenne les pays africains aux mesures de lutte contre la Covid-19, soit moins d'un tiers de la moyenne mondiale

de 9,2 %.

Régional

La CEDEAO se fixe pour objectif le lancement de l'ECO à l'horizon 2027.

[A la suite de la cinquante-neuvième session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\) qui s'est tenue le 19 juin 2021 à Accra au Ghana, l'objectif d'un lancement de l'ECO à l'horizon 2027 a été annoncé.](#) Le lancement de la monnaie commune était initialement prévu pour 2020, puis 2025. Ce nouveau report s'explique par la

suspension du pacte de convergence pour les exercices 2020 et 2021 afin de permettre aux États de faire face à la pandémie. La nouvelle phase de convergence couvrirait la période 2022-2026 et la phase de stabilité débiterait au 1^{er} janvier 2027. Par ailleurs, la Conférence s'est félicitée de la reprise économique annoncée avec une croissance estimée à 3,5% en 2021 après une récession de 0,8% en 2020. Elle a également salué la tenue du Sommet de Paris pour le financement des économies africaines, ainsi que les initiatives du G20 relatives à la restructuration des dettes des pays en développement, face à la nécessité de soutenir la relance.

Nigéria

La subvention des carburants représenterait un coût de 341 MUSD par mois.

D'après les déclarations du directeur de la compagnie pétrolière nationale (NNPC), Mele Kyari, les subventions pour l'essence accordées par le gouvernement représenteraient un coût mensuel estimé entre 140 et 150 Mds NGN (soit environ 341 MUSD). Ainsi, selon lui, en l'absence de subventions et en tenant compte du taux de change actuel qui se situe désormais à 410 NGN/USD, un litre d'essence devrait être commercialisé à la pompe à 256 NGN (soit 0,62 USD). Cependant le prix serait aujourd'hui de 162 NGN (soit 0,39 USD) ce qui représente une subvention de 0,23 USD par litre. Par ailleurs, le ministre des ressources pétrolières, Timipre Sylva, a montré son inquiétude face à la contrebande d'essence. La consommation d'essence aurait dépassé les 100 millions de litres au mois de mai alors que d'après le ministre celle-ci devrait se situer plutôt aux alentours de 60 millions de litres par rapport à la demande nigériane. Cette surconsommation serait donc due à la contrebande d'essence. C'est ainsi que M. Sylva a appelé à renforcer le contrôle aux frontières afin de lutter contre ces trafics. Pour rappel, la production pétrolière se situait à 1,55 million de barils par jour en janvier de cette année.

Le coût du conflit dans le nord-est s'élèverait à 27,8 Mds USD.

D'après les estimations des Nations Unies dans son dernier rapport *Assesing the impact of conflict on development in north-east Nigeria*, le conflit dans cette région du pays aurait représenté un coût de 27,8 Mds USD depuis ses débuts en 2009. Si le conflit persistait, ce coût attendrait 130 MdsUSD d'ici 2030 soit près de dix fois le PIB de la région aujourd'hui. Ces affrontements et violences nuisent gravement à une économie qui était déjà en difficulté du fait d'une faible productivité agricole et d'un taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes. En particulier, 75 % des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement auraient été détruites. 13,1 millions de personnes vivent dans des zones touchées par le conflit, dont 8,7 millions auraient besoin d'une assistance immédiate. En 2019, 81 % des personnes dans l'état de Yobe, 64 % dans le Borno et 60 % à Adamawa souffraient de pauvreté multidimensionnelle. On compterait 1,8 millions de personnes déplacées dans ces trois états. Par ailleurs, cette même semaine, le président Buhari a inauguré le comité de pilotage de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. L'objectif qu'il s'est fixé est de réduire de 100 millions le nombre de personnes vivant dans la pauvreté d'ici 2030.

Arla & FrieslandCampina annoncent de nouveaux investissements dans le secteur du lait.

Les entreprises Arla et FrieslandCampina, ont annoncé vouloir renforcer leur présence dans la filière laitière au Nigéria par de nouvelles installations. La coopérative laitière danoise Arla Foods a annoncé la construction d'une ferme laitière à Kaduna de 200 hectares prévue pour abriter 400 vaches, du matériel de traite moderne, des prairies et des logements pour 25 employés. De plus, ce sont 1 000 producteurs laitiers locaux qui seront formés. La ferme doit être achevée en 2022 et produire 10 tonnes de lait par jours. De son côté l'entreprise néerlandaise FrieslandCampina a ouvert un centre de collecte de lait à Bowen (Etat d'Osun, Sud-Ouest) sur le campus de l'université. Ces deux investissements interviennent alors que le Nigéria souhaite produire la totalité de sa consommation domestique, soit 1,7 million de tonnes de lait par an en 2024 contre 600 000 tonnes produites aujourd'hui. Pour rappel, en février 2020, la Banque centrale du Nigéria avait restreint l'accès aux devises pour les importations de produits laitiers pour toutes les entreprises à l'exception de 6 (dont Arla et FrieslandCampina) reconnues comme porteuses de projets en faveur du développement local. Les importations de produits laitiers représentent aujourd'hui 1,5 Md USD par an au Nigéria.

Lagos, classé premier écosystème startup du continent.

Lagos est devenu le premier écosystème africain startup dans le « Global Startup Ecosystem Index » de StartupBlink, centre international de recherche et de cartographie des écosystèmes startup. Ce classement particulièrement suivi par les parties prenantes des écosystèmes (entrepreneurs, investisseurs...) se fonde sur un algorithme prenant en compte des critères quantitatifs (nombre de startups, d'incubateurs, d'espaces de coworking), qualitatifs (présence de multinationales, fonds d'investissements, licornes, événements structurants) et d'environnement général des affaires (*Ease of Doing Business*, réseau internet, accès aux services innovants). En se classant 122^{ème} au classement mondial, Lagos a alors dépassé Nairobi, capitale du Kenya, arrivée 136^{ème} et qui se plaçait auparavant première de ce classement. Lagos figure dans le top 50 mondial des villes pour les technologies de e-commerce. Au niveau national, le Nigéria, classé 63^{ème} mondial, devient troisième en Afrique après l'Afrique du Sud (48^{ème}) et le Kenya (61^{ème}). D'après le rapport, le pays dispose de plus de 500 startups actives mais celles-ci sont confrontées à une difficulté d'accès au financement et aux lacunes des infrastructures internet haut débit. Pour rappel, sur 6 licornes africaines, 3 sont nigérianes (le géant du e-commerce Jumia et les deux fintech Interswitch et Flutterwave).

Ghana

Fitch a dégradé la perspective de la note souveraine du Ghana de « stable » à « négative ».

La perspective de note de défaut de l'émetteur à long terme en devises étrangères (IDR) du Ghana est ainsi révisée à la baisse, mais sa notation souveraine est maintenue « B ». Cette révision reflète l'importante détérioration des finances publiques résultant de la pandémie de Covid-19 et les retards dans les efforts de consolidation fiscale du gouvernement, qui réduisent la capacité du Ghana à absorber de nouveaux chocs. Alors que le déficit budgétaire du Ghana était demeuré inférieur à 5% du PIB sur les trois années précédant 2020, il s'est creusé à 11,5% en 2020 et restera élevé en 2021 (prévu à 9,5% du PIB). La note B reflète ainsi le niveau élevé de la dette publique – estimation à hauteur de 81% du PIB pour 2021 – et la faible base de revenus. Le rapport cite également l'absence d'une majorité claire au parlement après les élections de décembre 2020 comme un facteur qui augmente le risque de dérapage budgétaire. Néanmoins, cette situation est contrebalancée par les attentes de Fitch concernant la reprise de la performance économique dans un des seuls pays à avoir enregistré une croissance du PIB en 2020 (0,4%), la perspective de stabilisation de la dette/PIB et la disponibilité des financements extérieurs et intérieurs.

La Banque centrale a lancé un programme d'acquisition d'or pour renforcer ses réserves de change.

Cet achat d'or par la Banque du Ghana (BoG) pour la première fois depuis plus de 60 ans vise à stimuler la confiance dans la monnaie locale tout en renforçant les réserves de change qui ont fortement diminué pendant la crise pandémique. Ces réserves s'élevaient à 4,6 Mds USD fin décembre 2020, soit une baisse de moitié par rapport à décembre 2019. Ernest Addison, le gouverneur de la BoG a annoncé un achat de 8,7 tonnes de lingots provenant des mines locales sur cinq ans afin de doubler ses avoirs pour atteindre 17,4 tonnes à la fin de cette période. La BoG achètera une demi-tonne du métal d'ici la fin de l'année. Même si le Ghana a enregistré en 2020 sa pire performance en matière de production d'or depuis 2004, il conserve sa position de premier producteur d'or en Afrique (sixième au monde avec 114,05 tonnes selon la Chambre des mines).